

C'est le moment zombie de la politique et des choix économiques. Les idées mortes marchent encore parmi nous... La social-démocratie de François Hollande ayant de longue date muté en un néolibéralisme mal assumé, voilà la « politique de l'offre » devenue une politique de l'offrande. C'est l'objet du « pacte de responsabilité », pensée magique qui veut échanger des chèvres contre des déclarations d'amour.

Yvon Gattaz, le père de l'actuel président du Medef et ancien président du CNPF de 1981 à 1986, plaisantait un jour en parlant de François Mitterrand : « *Quand je suis arrivé au CNPF, j'avais devant moi un SUT, "socialiste utopique et tranchant", qui s'est transformé en SAR, "socialiste arrondi et responsable".* » Vingt-cinq ans plus tard, son fils Pierre n'a pas trouvé en la personne de François Hollande un « SUT » ni même un « SAR » mais un « SOGEM », socialiste génétiquement modifié.

La mutation du génome socialiste, et sa conversion aux idées du néolibéralisme, ne s'est pas faite en un jour. Elle s'est accomplie en trente ans sous l'effet de la révolution néolibérale. Elle n'est pas une anomalie de l'histoire mais, bien au contraire, un produit de l'histoire, non pas une trahison qu'il faudrait dénoncer mais une mutation qu'il reste à analyser.

Yvon Gattaz, qui se vantait d'avoir administré à François Mitterrand des leçons d'économie au cours de rencontres secrètes, considérait que « *la conversion des socialistes à l'entreprise* » s'était effectuée tout naturellement, au contact du réel, ce qu'il appelait dans une tribune publiée en 2012 « *la falaise granitique des réalités* ». La vérité, c'est que cette « *falaise granitique* » n'avait rien d'un relief naturel. Bien au contraire, c'était une construction virtuelle, un échafaudage idéologique, un ensemble d'idées patiemment élaborées et assemblées par la « Société du Mont-Pèlerin », du nom de ce village suisse où se réunissait le groupe d'intellectuels qui ont refondé la pensée néolibérale à l'initiative de Friedrich Hayek et qui sera mis en œuvre par Thatcher et Reagan au début des années 1980.

François Cusset a raconté dans [La Décennie, le grand cauchemar des années 1980](#) (La Découverte, 2006) la lente pénétration du milieu socialiste par les idées néolibérales, l'apprentissage du pouvoir, le rôle d'incubateur des think tanks comme la fondation Saint-Simon, le retournement d'une certaine intelligentsia médiatique, la diffusion de la vulgate libérale-libertaire par *Libération* ou *Le Nouvel Observateur*. Ce processus a imposé un nouvel agenda politique et une nouvelle syntaxe...

« *Quand on cède sur les mots, on finit par céder sur les choses* », écrivait Freud. Dans les années 1980, les socialistes ont cédé tout en même temps. Le boa néolibéral les a avalés tout crus, tête et jambes, mots et choses confondus, praxis et poésies. Les socialistes se sont convertis au néolibéralisme comme à une religion naturelle. Ils en ont adopté la langue et les pratiques, ils en ont embrassé la foi avec l'enthousiasme des néophytes, allant jusqu'à adopter les articles les plus contestables, parfois même ceux abandonnés par les vieux croyants libéraux, instruits des leçons de l'expérience. Ainsi de la loi de Jean-Baptiste Say, exhumée par François Hollande lors de sa conférence de presse, selon laquelle « *l'offre crée la demande* », une vieilleries de la théorie économique discréditée et abandonnée depuis longtemps...

Depuis 2008, le prix Nobel Paul Krugman a dénoncé à maintes reprises la survivance d'une série de croyances et d'idées que la crise financière a discréditées. Il les a qualifiées d'« *idées zombies* », des idées mortes qui continuent à hanter les couloirs des parlements, des gouvernements et des départements de sciences économiques. « *Les corrections du marché fonctionnent très lentement sur les marchés universitaires*, a récemment déclaré Richard Posner, un économiste libéral devenu keynésien depuis la crise de 2008. *Les professeurs ont leur chaire ; ils dirigent toute une armée de doctorants, ils connaissent le métier et ils ont leurs habitudes. Il n'est pas facile de les amener à changer leur façon de faire...* » ([son article « Comment je suis devenu keynésien » est à lire ici](#)).

L'économiste australien [John Quiggin \(son site ici\)](#) a fait une enquête fouillée et argumentée sur ces « *idées zombies* » qu'on croyait définitivement discréditées par la crise financière de 2008 et qui continuent à inspirer les discours et les hypothèses de travail des décideurs, des commentateurs et des experts... Il en a retracé la naissance, l'évolution, la mort et la réapparition spectrale dans un livre intitulé *Économie Zombie*, récemment traduit en français.

Moment néolibéral

« *Les zombies des films d'horreur, écrit-il, ont la réputation d'être des durs à cuire. Étant déjà morts, ils sont inattaquables et avancent impitoyablement vers leurs proies. Les idées zombies sont tout aussi résilientes...* » Mais Quiggin donne une autre explication à leur résistance : elles se déplacent toujours en bande, contrairement aux loups-garous et aux vampires. « *Un zombie solitaire est relativement facile à tuer, plaisante-t-il, mais lorsqu'il est en groupe, il devient redoutable.* »

Dans son livre, ce « chasseur de zombies » dénombre au moins cinq idées néolibérales qui auraient dû disparaître avec la crise et qui continuent à hanter le cerveau des décideurs et des experts.

- **1. Le mythe** de « *la grande modération* », selon lequel les banques centrales avant la crise avaient trouvé le moyen de jouer avec les taux d'intérêt de manière à assurer à nos économies une croissance et une stabilité quasi éternelles, à condition que les gouvernements gardent leurs finances en ordre et ne se mêlent pas de leurs affaires. Un mythe que les taux de chômage à deux chiffres et la pire récession depuis les années 1930 ont pulvérisé. Pourtant, banques centrales et décideurs politiques continuent à prôner l'indépendance des banques centrales, le ciblage de l'inflation, et le fait de s'en remettre aux ajustements des taux d'intérêt - mesures qui ont échoué lamentablement pendant la crise financière.

- **2. Le credo** des « *marchés efficients* », selon lequel les marchés sont les mieux placés pour déterminer le juste prix de n'importe quel actif (maisons, actions, etc.) parce qu'ils savent faire la synthèse de toute l'information disponible. En conséquence, les gouvernements doivent laisser le secteur financier à ses tours de magie, sans ingérence aucune. L'hypothèse des marchés efficients devrait aujourd'hui être discréditée une fois pour toutes. L'importance que l'on donne en Europe aux agences de notation et aux marchés obligataires dans le débat entourant la crise de la dette souveraine démontre qu'il n'en est rien. C'est pourtant l'échec de ces institutions, qui a précipité le monde dans la crise.

- **3. Le mystère** de « *l'équilibre général dynamique et stochastique* » (EGDS), selon lequel l'analyse « macroéconomique » ne devrait pas tenir compte de réalités observables, comme les booms et les effondrements du marché, et qu'elle devrait se concentrer exclusivement sur les conséquences théoriques de l'optimisation des comportements des consommateurs, des entreprises et des employés parfaitement raisonnables (ou presque).

- **4. Le miracle** du « *ruissellement* », en vertu duquel l'enrichissement des mieux nantis finit fatalement par profiter aussi aux plus pauvres. Ce ruissellement est démenti par la façon dont les bénéfices de la croissance ont été partagés depuis les années 1970. Aux États-

Unis, la majorité des bénéficiaires de la croissance est allée aux Américains appartenant au premier centile de la répartition des revenus. En 2007, un quart des revenus des particuliers est allé à 1 % de la population ; soit plus que les 50 % de ménages américains les plus pauvres.

- **5. Le dogme** des privatisations, selon lequel toute fonction remplie par le gouvernement pourrait être assurée de manière plus efficace par une société privée. « Dans les films, les zombies ne parlent pas, écrit Quiggin, ils émettent des borborygmes incompréhensibles. Si nos zombies économiques pouvaient parler, ils prononceraient sans doute le mot privatisation. » Ce dogme a inspiré une politique générale de déréglementation et de privatisation sur laquelle même les pays qui se sont avancés le plus loin dans cette voie sont revenus en arrière et ont été obligés de renationaliser, comme la Grande-Bretagne avec ses chemins de fer...

L'économie mondiale est en récession, le chômage atteint des sommets et les agences de notation verbalisent les gouvernements quels que soient leurs efforts pour réduire leur dette. Mais l'économie zombie est florissante ; ses think tanks n'ont jamais été aussi nombreux et productifs. Ses lobbyistes s'affairent, diffusant les idées zombies de Washington à Bruxelles et de Wall Street à Bercy. Ses intellectuels-zombies publient des chroniques-zombies dans les grands quotidiens du monde qui ne sont plus, eux-mêmes, tout à fait sûrs d'être encore en vie.

Loin d'être sur la défensive, les néolibéraux ont le vent en poupe à Washington. Ils harcèlent Obama, l'accusant d'être responsable de la situation économique et le poussant à consentir des baisses d'impôt pour les plus riches. Ils pourraient même l'obliger à revenir sur ses réformes, pourtant modestes, du système de santé et du secteur financier.

En Europe, les théories zombies inspirent partout des politiques d'« austérité » comme le récent « Pacte de responsabilité », un croisement zombie entre une détaxation des cotisations familiales des entreprises et la promesse de créer des emplois. Ce marchandage est voué à l'échec car le Medef, qui exige des exonérations de charges, ne peut s'engager à créer des emplois, une décision qui appartient à ses adhérents et qui est indexée sur leur carnet de commandes (un bon vieux principe pas du tout zombie et qui continue à régir la vie des entreprises).

Los de sa dernière conférence de presse, François Hollande s'est revendiqué social-démocrate dans une sorte de « coming out » audacieux, une conversion précipitée peut-être par ses aventures extraconjugales dévoilées quelques jours auparavant par le magazine *Closer*. Mais dans sa précipitation, il s'est trompé de religion. Ce n'est pas la cause sociale-démocrate qu'il a embrassée avec ferveur, mais l'orthodoxie néolibérale et jusqu'à son lexique (« coût du travail », « compétitivité », « charges sociales »). Il rêvait d'un Bad Godesberg à la française... la presse people l'a flashé en bon roi Dagobert qui a mis son lexique à l'envers.

Sorcellerie et culte vaudou

Qualifier de social-démocrate le « pacte de responsabilité » constitue un abus de langage et un anachronisme. Car le « moment social-démocrate » associé à la figure de l'État-providence et aux politiques keynésiennes s'est achevé pour l'essentiel dans les années 1970. Il reposait sur l'idée qu'il est plus efficace de répartir et de gérer les risques, qu'il s'agisse de santé ou d'opportunités, en tant que société qu'à titre individuel.

Depuis le début des années 1980, c'est une autre logique qui est à l'œuvre, celle du « moment néolibéral », selon laquelle la gestion du risque par les marchés financiers est plus efficace qu'un système où l'État intervient pour stabiliser l'économie globale et amortir les risques individuels. Cette croyance gouverne la construction européenne. Elle constitue un véritable piège pour les nations qui la composent car, en imposant la monnaie unique, elle les a privées des moyens de réduire le différentiel de compétitivité entre économies de la zone euro. La baisse des cotisations patronales associée à la hausse de la TVA n'est rien d'autre qu'un substitut à une dévaluation rendue impossible par l'euro.

La politique de l'offre ? Tout au plus une politique de l'offrande à l'intention du patronat qui relève moins de la théorie économique que de la pensée magique, puisqu'il s'agit d'échanger des promesses d'embauche contre des exonérations de cotisation. Autant échanger des chèvres contre des déclarations d'amour. Cet échange inégal s'apparente moins au gagnant-gagnant évoqué par François Hollande qu'à une forme de sorcellerie ou de culte vaudou dont le « pacte de responsabilité » serait la figure déconcertante : tout à la fois un « acte de foi » dans les vertus canoniques de la baisse du coût du travail, et un « acte de contrition » à l'endroit d'un patronat trop longtemps fustigé pour sa cupidité...

Dans ces conditions, le mirage du million d'emplois apparaît comme une mise en scène grossière. L'Observatoire des contreparties est aux contreparties ce que *l'Osservatore Romano* est aux miracles et aux apparitions, une instance aussi fantomatique que les phénomènes qu'elle est chargée d'observer.

N'ayant plus les moyens de provoquer la croissance, de contrôler la monnaie, les frontières, les gouvernements zombies essaient de susciter des effets de croyance. Comme le disait un riverain de l'Arizona vivant à proximité du mur construit sur la frontière avec le Mexique, « le gouvernement ne contrôle pas la frontière. Il contrôle ce que les Américains pensent de la frontière » ([Wendy Brown, Murs, Les Prairies Ordinaires](#), p. 143). On peut en dire autant de la monnaie, de l'emploi et de l'activité...

Gouverner aujourd'hui, c'est contrôler la perception des gouvernés. Lorsque le président réunit au sein du « conseil stratégique de l'attractivité » 34 représentants du monde économique, réputés détenir, à l'instar des 40 voleurs de la fable d'Ali Baba, le « sésame » de la croissance, l'objectif n'est pas de bâtir un programme d'investissement mais de « rendre la France plus désirable », résume-t-on à l'Élysée.

De la promesse d'une inversion (de la courbe du chômage) au retour sans cesse différé (de la croissance), de l'annonce d'un remaniement entretenue par les rumeurs et les pronostics à l'attente d'un rebond dans les sondages, de « chocs » de simplification en « sursaut » courageux et de « cap » en « tournant », la vie politique de ce quinquennat se dévoile comme une gestion stratégique des attentes non satisfaites... À l'instar des incantations supposées faire advenir un climat favorable, des chants rituels en faveur des moissons ou d'une bonne récolte, l'efficacité magique apparaît comme un objet de croyance. D'ailleurs, les grandes voix de ce gouvernement, celles qu'on entend le plus, ne jouent-elles pas sur le mode de l'incantation ? Valls l'exorciste de l'insécurité ; Montebourg le grand shaman du *made in France* ; Taubira la prêtresse qui convoque les esprits absents, l'imagination, la poésie, la justice...

L'action du gouvernement se donne à lire non plus comme la rencontre raisonnée d'une délibération collective et d'une puissance d'agir, mais comme une forme de pensée magique, tout entière vouée à convoquer par incantations et imprécations le retour définitif et durable de la croissance « aimée ».

Le néolibéralisme n'est pas seulement une idéologie et une politique, c'est une croyance collective, une religion profane qui demande à chacun d'être non seulement un producteur et un consommateur de soi, mais aussi un produit qui se vend, un publicitaire et un manager : le biographe de sa vie, le performer de ses attentes, l'entrepreneur de ses possibilités, tout à la fois sujet et objet et spectateur de soi... Nous sommes tous devenus d'une certaine manière des auto-entrepreneurs néolibéraux. Si les idées zombies du néolibéralisme n'arrivent pas à mourir, c'est qu'elles vivent dans nos têtes. C'est le secret bien gardé de leur longévité.

L'encre rouge de nos libertés

Après « le moment social-démocrate » des Trente Glorieuses, après « le moment néolibéral » des trois dernières décennies, comment qualifier le moment actuel ? Pour certains, la crise de 2008 nous ramènerait à celle de 1929. Pour les uns, nous sommes en 1928, pour d'autres en 1933, à la veille de la victoire électorale des nazis... Pour d'autres encore, en 1936, avec le Front populaire ; ou en 1938 pour ceux qui stigmatisent la ligne Maginot des politiques austéritaires et l'incompétence des Gamelin de la politique et des élites au pouvoir...

Selon le point de vue où l'on se place, la perspective historique change et il est bien difficile de synchroniser ces agendas mémoriels. Nous vivons dans un scénario intitulé « les années trente ». Nous sommes enrôlés, immergés dans une reconstitution historique, une fiction costumée peuplée de zombies à croix gammées et de revenants. C'est l'éternel rebond de l'impuissance patriote sur le mur tricolore, un patriotisme de pacotille, une cocardiopathie légendaire. C'est la France engluée dans ses mythes nationaux, un lyrisme de préau.

Il ne s'agit pas seulement des nostalgies d'un « vieux pays » mais du recyclage des vieux mythes, le « Checkpoint Charlie » de nos médailles et uniformes. Douglas Coupland, l'auteur du roman *Génération X*, appelait cette rémanence des habitus et des mythes le « *mixage des décennies* ». Lorsqu'on se trouve dans une situation d'impasse narrative, on se tourne vers les modes et les expériences passées et on se bricole une identité à partir d'emprunts aux décennies passées. Cela fut vrai depuis les années 1990 de la mode, de la scène musicale, de la culture de masse. C'est désormais aussi le cas de la politique. L'un se grime en Clemenceau. L'autre en Chevènement. Une troisième se verrait bien Jeanne d'Arc. Jaurès ou Léon Blum font des émules. L'écharpe rouge et le chapeau noir de François Mitterrand sautent d'une tête à l'autre...

C'est le moment « zombie » du politique, entre l'ancien qui est mort et le nouveau qui n'est pas encore né, et que l'on observe, comme l'écrivait Gramsci dans une phrase souvent citée et mal traduite, « *les phénomènes morbides les plus variés* ». C'est ainsi que les idées mortes marchent encore parmi nous...

Au mois d'octobre 2011, le philosophe Slavoj Žižek, qui s'était rendu sur Liberty Place pour rencontrer les militants d'Occupy Wall Street, leur a raconté une vieille blague de l'époque communiste :

« Un gars fut envoyé d'Allemagne de l'Est pour travailler en Sibérie. Il savait que son courrier serait lu par les censeurs, alors il dit à ses amis : "Nous allons établir un code. Si une lettre que vous recevez de moi est écrite à l'encre bleue, ce que je dis est vrai. Si elle est écrite à l'encre rouge, c'est faux." Un mois après, ses amis reçoivent la première lettre. Tout est en bleu. Elle dit, cette lettre : "Tout est merveilleux ici. Les magasins sont remplis de bonne nourriture. Les cinémas montrent des bons films de l'Ouest. Les appartements sont grands et luxueux. La seule chose que vous ne pouvez pas acheter, c'est de l'encre rouge." »

« Voilà comment nous vivons, concluait Žižek. Nous avons toutes les libertés que nous voulons. Mais ce qui nous manque, c'est l'encre rouge : le langage pour exprimer notre non-liberté... »

[Christian Salmon](#), chercheur au CNRS, auteur notamment de *Storytelling - La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits* (2007, La Découverte), collabore de façon à la fois régulière et irrégulière, au fil de l'actualité politique nationale et internationale, avec Mediapart. Ses précédents [articles sont ici](#).

En mai 2014, il a publié chez Fayard *La Cérémonie cannibale*, essai consacré à la dévoration du politique. On peut lire également les billets du [blog de Christian Salmon](#) sur Mediapart.

L'image illustrant cet article sur la Une est tirée du film *Shaun of the dead* d'Edgar Wright et Simon Pegg.

Lire aussi

- [Deux ans après le discours du Bourget : le vide du pouvoir](#)
Par [christian salmon](#)
- [2014, année «sarkotique»](#)
Par [christian salmon](#)
- [L'affaire Taubira ou la rencontre de l'impensé colonial et du néolibéralisme](#)
Par [christian salmon](#)